

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



ARCHÉOLOGIE

HISTOIRE

GÉOGRAPHIE

PATRIMOINE

N° 102 - 2007 - Fasc. 4 / 6 euros

SOMMAIRE

N° 102, 2007, 4

GÉRARD GOULLY : La caserne de l'archevêque.....	3
PIERRE DOMEYNE : De la Vallouise à l'Isère : François DOMEYNE, un pionnier de l'enseignement primaire...	15
BERNARD RÉMY : La datation antique dans les inscriptions de la cité de Vienne.....	24
Les prochains rendez-vous.....	30
Bulletin d'abonnement et d'adhésion	32

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

REVUE TRIMESTRIELLE

publiée pour "*répandre la connaissance de l'histoire de la ville et des antiquités viennoises*" (article premier des statuts de l'association).

Pour 2008 : montant de l'abonnement au bulletin

Abonnement annuel normal	26 €
Retraités et étudiants.....	23 €
Abonnement de soutien.....	35 €
Prix de vente au numéro.....	6 €

Avis important : Les abonnements commencent avec le premier numéro de chaque année. Les numéros déjà sortis de presse dans l'année, au moment du règlement d'un abonnement nouveau, seront remis ou envoyés au nouvel abonné. Tout changement d'adresse doit être signalé au secrétaire.

Montant de l'adhésion à la Société..... 5 €

Correspondance, abonnement et adhésion :
Société des "AMIS DE VIENNE"

- Siège social : 3-5, rue de la Table-Ronde, 38200 VIENNE
- C.C.P. "Amis de Vienne" - LYON 185-71 J
- Consultation ou renseignements au 04 74 53 39 29
- c-mail : andre.hullo@frcc.fr

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

N° 102 - 2007 - Fasc. 4

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ
DES AMIS DE VIENTE

AMIS DE VIENTE

REUNION DU 10 MARS 1904

ORDRE DU JOUR

1. Lecture du procès-verbal de la dernière réunion.

2. Compte rendu de la mission de M. de V.

3. Questions diverses.

4. Correspondance.

5. Questions diverses.

6. Questions diverses.

7. Questions diverses.

8. Questions diverses.

9. Questions diverses.

10. Questions diverses.

11. Questions diverses.

12. Questions diverses.

13. Questions diverses.

La caserne de l'archevêque

1 - UNE CASERNE, ENFIN !

Le passage et le séjour des hommes d'armes ont été longtemps un fléau pour nos campagnes et nos cités. Amies ou ennemis, les troupes vivaient au détriment des populations. Vienne n'y échappa point. Son rattachement au Dauphiné en 1450 n'améliora en rien son sort.

En 1498, le gouverneur du roi, Jacques de Miolans, établit un règlement sur le logement et l'entretien des « gens de guerre », mais la charge en fut laissée aux habitants. Pendant plus de deux siècles les soldatesques de tous bords pesèrent directement sur les populations du « pays viennois ».

Ainsi en 1510, les troupes de Louis XII partant guerroyer en Italie dévastèrent Moidieu ; de même le 20 septembre 1537 *« quatre mille lansquenets du capitaine Boussu arrivèrent à Vienne vers les cinq heures du soir, demeurèrent tant à Vienne qu'à Sainte-Colombe, jusqu'au mercredi suivant et pendant ce temps ils firent de grandes dépenses et commirent de grands dommages dans la ville. »*

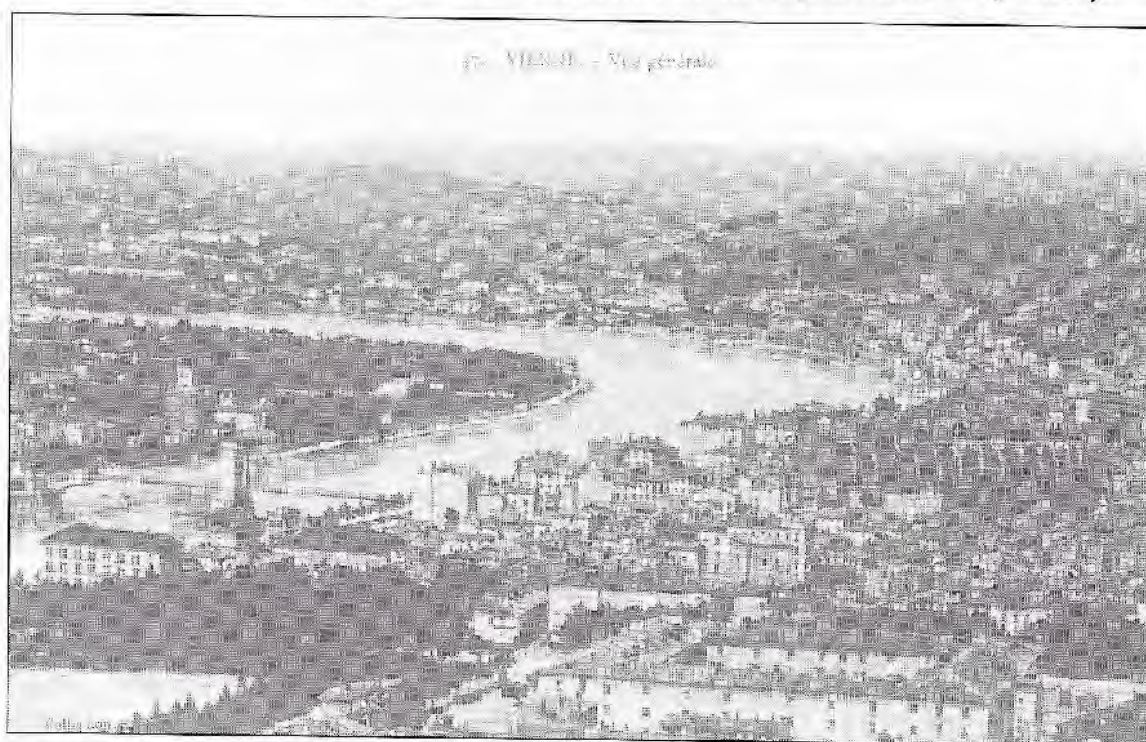
Les Guerres de Religion du XVI^{me} siècle furent pour Vienne aussi catastrophiques que pour le reste du royaume. En mai 1570, le gouverneur de la ville doit consentir des allègements d'impôts ; pressurés par les gens de guerre, tenus au ravitaillement de la forteresse de Pipet, les habitants sont à bout de ressources. La ville est prise, déprise, reprise par le camp des protestants ou par celui des catholiques. Du fort de la Bâtie l'artillerie d'un clan bombarde l'armée opposée qui tient la forteresse de Pipet. Le poids des hommes de guerre pèse plus au moins sous les règnes successifs. C'est encore vrai sous celui de Louis XIV : en 1702 dans le pays viennois les habitants sont écrasés par l'entretien des soldats et n'en peuvent plus de tailles, dîmes et autres impositions.

C'est dans ce temps que l'archevêque de Vienne *« touché des maux que les gens de guerre faisaient éprouver aux Viennois, songea le premier à faire construire une caserne pour ramener dans cette ville l'abondance et la tranquillité. »* Armand de Montmorin avait été nommé archevêque et comte de Vienne en 1694, par Louis XIV¹, les Viennois ne pouvaient que s'associer à son initiative.

1 - Son souvenir est perpétué par le mausolée des archevêques dans la cathédrale de Vienne.

C'est ainsi qu'un arrêt du Conseil d'Etat du 27 novembre 1708 et des lettres patentes autorisèrent la ville à construire des casernes ². Mais qui allait payer cette caserne ? Les Viennois bien sûr. Or il s'agissait d'héberger de 600 à 1800 hommes et quelques 500 chevaux.

Le moyen fut trouvé avec une recette efficace et éprouvée : « pour arriver à la construction de cet édifice, il fut établi et perçu un octroi de 10 sols par charge de vin pendant quatre années ³. Les choses allèrent bon train : le 16 mars 1710 les consuls de Vienne achetèrent les terrains plantés en vignes, qui se trouvaient au-delà de l'ancien mur d'enceinte de la partie sud de la cité. Le secteur correspond à l'emprise actuelle de la rue Emile Romanet et du périmètre de la place Camille Jouffray.

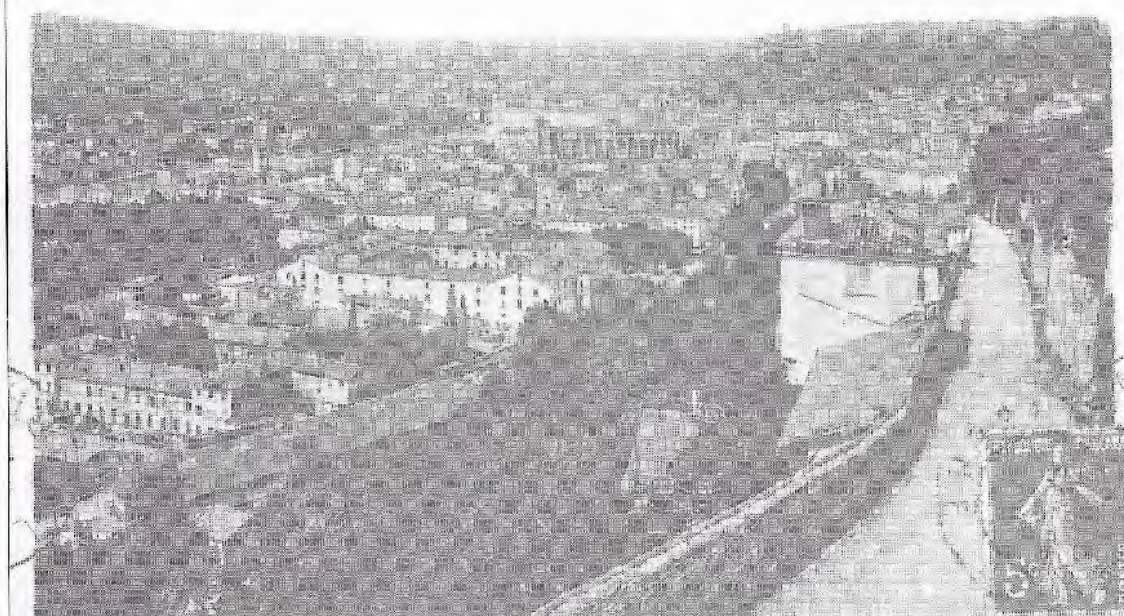


La première pierre fut posée sans tarder, le 31 mars 1710. L'architecte Mathieu Rozier conçut un quartier rectangulaire entouré de bâtiments à deux étages, formant une cour intérieure carrée. L'ensemble était entourée d'un chemin de ronde et représentait une surface de 10.280 m² ; Vienne demeurait propriétaire du sol. Le coût global s'éleva à 178.204 livres tournois. Cela représentait un océan de vin...

L'édifice fut achevé en 1716, et au 18 décembre le régiment de Lorraine y prit ses quartiers. Un puits fut creusé dans la cour mais l'eau n'y était ni régulière ni suffisante, et il fallait emmener les chevaux boire à la fontaine de la « place Neuve » appelée à devenir plus tard la place de l'Hôtel-de-Ville. Ce n'était pas encore la belle fontaine qui occupe le côté sud de la place, celle que nous connaissons de nos jours date de 1771. On imagine le va-et-vient des chevaux dans la ville, aussi on chercha d'autres solutions.

2 - L'arrêt fut enregistré par la Chambre des comptes le 19 janvier 1709.

3 - La charge de vin représente 120 litres.



Vers 1815 fut établi dans le secteur des écuries, un grand abreuvoir pour trente chevaux : il était alimenté par le trop-plein du ruisseau Saint-Gervais qui descend des hauteurs de Coupe-Jarret. Le débit en était irrégulier ; en 1822 Miremont, le maire, fit restaurer les aqueducs romains : l'eau de la nappe d'Estrablin alimenta dès lors avec constance et suffisance les installations de la caserne largement centenaire. Le puits fut alors bouché.

Sur le flanc sud de la caserne se trouvaient le magasin à fourrage et un enclos pour le travail du régiment.

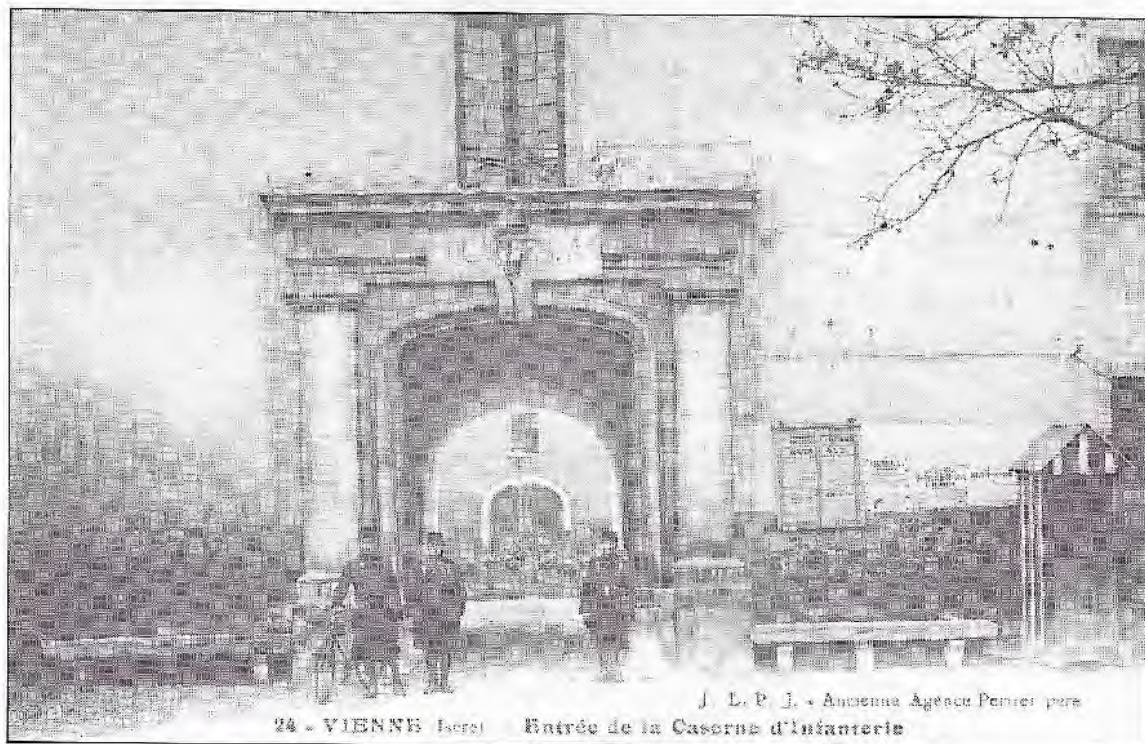


(Giles C. D.) - Illustrations, éditeur, Vienne

Photo prise du cours Brillier.

La cavalerie occupa le quartier jusqu'en 1877. Mais le Ministère de la Guerre avait décidé le 18 décembre 1875 sa désaffectation en tant que caserne de cavalerie ; des unités d'infanterie succédèrent aux cavaliers.

En 1887 l'établissement militaire reçut le nom du général Rimbaud ⁴.



Cette entrée était située cours Brillier.



⁴ - Né à Voiron en 1745, il avait pris part à la campagne d'Egypte et fut tué lors de l'assaut de Saint-Jean-d'Acre.

2 - LES TERRAINS DE MANŒUVRES

Pendant des décennies, un champ de manœuvres fut affecté aux militaires, non loin de la caserne. Situé au sud de notre place des Allobroges, alors appelée Champs-de-Mars, il n'était pas satisfaisant ni par ses dimensions, ni par sa « texture ».

En 1837, le lieutenant général Comte Dejean fit un rapport sur ces insuffisances : si Vienne voulait conserver un régiment de cavalerie, elle devait mettre à sa disposition un terrain peu éloigné et assez étendu pour faire manœuvrer ensemble quatre escadrons.

Le conseil municipal en délibérera le 26 janvier 1838, et, en 1839, la Ville loua sur la commune d'Estrablin un vaste terrain de 113.840 m². Il fut utilisé comme terrain de manœuvres jusqu'en 1877, date de la suppression temporaire d'une garnison de cavalerie.

Le quartier de cavalerie de Saint-Germain prendra le relais dix ans plus tard.

Libéré par l'armée, le terrain d'Estrablin devint les champs de courses hippiques de Vienne-Pont-Evêque⁵.

Quant à l'ancien terrain militaire du secteur du Champs-de-Mars - Vimaine, le Conseil général de l'Isère vota la construction d'une sous-préfecture et d'une caserne de gendarmerie sur une partie de son emprise « *la sous-préfecture aura sa façade et son entrée sur la route d'Avignon et la caserne sur la rue Vimaine* ».



5 - La commune de Pont-Evêque fut établie en 1867 au détriment d'Estrablin et de Septème.

La Ville de Vienne se réserva une bande de vingt mètres auprès de l'Etat pour en faire une cour à l'usage des écoles publiques du boulevard Michel Servet. C'était en 1897.

Sur l'emplacement correspondant, des écuries avaient été construites et louées à l'armée avant la réaffectation civile : les écuries Saint-Vincent, comme il y eut aussi autrefois, sous Coupe-Jarret, les écuries Saint-Gervais.

L'armée disposa à Vienne ou en périphérie d'autres terrains affectés à l'usage exclusif des militaires : au sud du hameau de l'Isle, sur les terrains plats s'étendant jusqu'à Saint-Christ. Rehaussés et équipés, ils sont devenus aujourd'hui un grand complexe sportif.

Ultérieurement un autre grand terrain pour la cavalerie fut mis à la disposition par la ville sur le plateau de Reventin.

3 - ÉVOCATION DES RÉGIMENTS

Selon les époques et les caractéristiques des unités, selon leur nature et leurs équipements, les troupes logées dans la caserne de 1716 furent des régiments complets, ou un bataillon, ou un groupe de compagnies, voire des batteries d'artillerie.

De 1708 à 1883, ce sont environ trente-cinq unités différentes que l'on dénombre : cavaliers du régiments de Lorraine en 1708, chasseurs à cheval, dragons, lanciers, hussards et à un moindre degré pour de courtes durées, de l'infanterie légère (1841) ou de « ligne » (1848-1849) et même des unités de régiments et d'artillerie montés (2^{me} RAM, 12^{me} RAM, 16^{me} RAM).





CAGNOLI, Tambour-Major du 99^e d'Infanterie

A partir de 1888, la caserne Rambaud n'accueille plus de régiment complet mais un bataillon à l'effectif de 600 à 800 hommes : le 22^{me} régiment d'infanterie (R.I.), le 96^{me} R.I. et à partir du 10 novembre 1905, le 2^{me} bataillon du 99^{me} régiment d'infanterie revient. Les deux autres bataillons du 99^{me} sont casernés à Lyon.

L'armée est parfois employée pour le maintien de l'ordre : on la voit charger contre les grévistes du textile aux « Portes-de-Lyon ». Le 6 avril 1914, les soldats et les cadres du 99^{me} s'embarquent pour le front ; cette unité ne retrouvera sa caserne de Vienne que le 30 août 1919. Le régiment sera regroupé en janvier 1920 au fort Lamothe à Lyon.

En 1921 arrivent 400 soldats d'un bataillon du 31^{me} régiment de tirailleurs algériens, en 1923 on les dépêche dans la Ruhr, en Allemagne, qui a des retards dans le paiement des réparations de guerre, prévu par le traité de Versailles.

Le général Bernard prend le commandement de la Place de Vienne en 1924 ; la vieille caserne cesse d'être un casernement d'armée active. Un effectif restreint y gère les services.

4 - DÉSAFFECTATION DE LA CASERNE RAMBAUD

Construite en son temps à la limite sud de la ville, la caserne était devenue bien gênante avec l'expansion urbaine des siècles suivants. Vienne consentit de nouveaux efforts en construisant un grand quartier de cavalerie au sud du « Plan de l'Aiguille » en 1886. Des pourparlers eurent lieu par ailleurs en 1908 avec le Secrétaire d'état à la guerre pour envisager le déplacement de la caserne vers le sud. Ce fut sans lendemain. Déception pour la Ville qui rappela dans une délibération du 20 mars 1910 ses droits comme nu-propriétaire. En vain La Grande Guerre ne fit pas avancer les choses ; la Ville rappela à nouveau ses droits en 1921 et émit le vœu de rentrer en jouissance du secteur. Des pourparlers furent engagés en 1924 avec les autorités militaires pour obtenir la désaffectation totale des bâtiments et la remise des terrains à la Ville.

Ce n'est qu'en 1952, sous la municipalité de Lucien Husel, que Vienne put reprendre ses terrains et entreprendre la démolition de la vieille caserne. L'office public des H.L.M. en récupérera une grande partie. Les municipalités successives firent progressivement disparaître les vieilles constructions du secteur, l'ancienne « manutention militaire » et le vieux séminaire construit en 1682 par l'archevêque, Henri de Villars. Ainsi deux constructions de l'Ancien régime presque contemporaines s'effacèrent ensemble du paysage viennois. En leur lieu et place, les nécessités des temps nouveaux ont fait surgir des cubes de béton, civils, sinon harmonieux.

Amputé des promenades et des nombreux platanes, le secteur caserne Rambaud - Champ-de-Mars, est de plus en plus privé de libres espaces. Le temps des défilés et des prises d'armes est révolu. Celui des espaces verts urbains ne lui a pas succédé pour autant...

Relisons-nous un jour dans quelque hebdomadaire de Vienne une annonce semblable à celle publiée, le 25 juillet 1852 par le Journal de Vienne : « *Monsieur Pegeron, voyer, fait aménager le Champs-de-Mars avec une double plantations d'arbres... Ainsi notre promenade redeviendra le rendez-vous des promeneurs et du monde élégant.* » ?

5 - LA NAISSANCE DE LA VÉLOCIPÉDIE MILITAIRE

C'est vers 1890 que le ministère de la guerre a pris conscience de tous les services que pourrait rendre ce que l'on appelle officiellement le vélocipède à pédale. Une commission est créée, dirigée par le général de Boisdeffre. Elle se concerta avec l'Union Vélocipédique de France. Tous les spécialistes entendus, ces hauts officiers fixent en décembre 1891, l'organisation de la vélocipédie militaire qui prévoit :

- Des vélocipédistes régimentaires, dont le nombre varie de sept à dix par régiment, selon les armes : infanterie, artillerie, cavalerie. C'est ainsi que les trois casernements viennois seront dotés de ce nouveau type de militaire, comme le montrent les cartes postales.
- Des vélocipédistes d'état-major, au nombre de soixante-quinze par E.M.

En temps de paix, l'armée française comptera environ cinq mille vélocipédistes. Ne le devient pas qui veut : il faut passer un concours dont la réussite est sanctionnée par l'attribution d'un brevet. Le niveau du concours varie selon le brevet convoité.

Le candidat à vocation régimentaire doit pouvoir répondre à des questions de topographie élémentaire et doit être capable de parcourir 50 km dans un temps maximum de quatre heures. Les vélocipèdes n'ont pas encore de roue libre ni dérailleur. Devenir vélocipédiste d'état-major demande des connaissances approfondies en topographie et la capacité de parcourir 90 km en sept heures maximum. Le simple soldat ne peut pas devenir vélocipédiste. Il faut être au moins caporal et au plus adjudant. L'arme en est le revolver.

En contrepartie des efforts demandés, la solde de base est majorée de cinquante centimes par jour en temps de paix, et de soixante-quinze en temps de guerre. En outre le vélocipédiste a droit à deux « rations fortes » : 500 grammes de viande par jour et du vin à tous les repas.

Cette organisation nouvelle prenant effet le 1^{er} mars 1892, fut portée à la connaissance des lecteurs du Journal de Vienne, dans son édition du 19 décembre 1891.

Le cycle à pédales est chose nouvelle en ces temps, la mise au point du matériel est progressive, « *le Ministre de la Guerre vient d'adopter le modèle officiel : c'est une machine à caoutchouc creux pesant 18 kilos. Le type va en être reproduit à sept cents exemplaires et répandu dans tous les corps de troupe* »⁶.

La mise au point n'est pas plus aisée en ce qui concerne l'habillement du soldat vélocipédiste : « *en juillet 1892, aux grandes manœuvres, des expériences avaient été faites pour la tenue des vélocipédistes dans l'armée. Ces expériences, sauf pour la chaussure, n'ayant pas donné de résultats concluants, sont renouvelées cette année. Les militaires employés au service de la vélocipédie feront donc encore cette*

6 - JDV du 18 février 1893.

année emploi des vêtements confectionnés en 1892 ; toutefois les brodequins et les jambières en cuir n'ayant pas été jugés d'un emploi pratique, ces effets seront remplacés par le soulier et les guêtres jambières en drap »⁷.

La même année l'article 4-1 de la loi des finances instituait avec effet au 1^{er} mars « une taxe de dix francs par chaque vélocipède ou appareil analogue ».

Civil ou militaire le vélo était lancé.

Le Journal de Vienne du 10 octobre publiait un appel pour la tenue d'une assemblée générale constituante d'une société vélocipédiste viennoise ; la décision de constitution fut prise le 31 octobre 1895. Quant à la taxe, le relevé des impôts pour 1897 faisait état d'un parc pour la France de 329.826 engins, soit trois millions cent mille francs glanés au passage ⁸ !

L'administration des Postes et Télégraphes ne pouvait que l'adopter à son tour : le service à bicyclette de la remise des télégrammes fut instauré à Vienne le 20 janvier 1896.

On pouvait se demander si la pratique du vélocipède pouvait menacer la santé. La Faculté se prononça après une étude scientifique conduite dès 1891-1892 par le docteur Tissic, de Bordeaux, lui-même vélocipédiste « depuis longtemps »⁹. Dans sa communication à la Société de biologie, le praticien avait exposé « qu'au point de vue de la respiration le vélocipède est un excellent exercice... en pays de plaine, la vitesse ne doit pas excéder 18 à 20 kilomètres par heure pour des gens entraînés et 12 à 15 dans le cas contraire... de 12 à 16 ans, le maximum de vitesse doit être de 15 kilomètres par heure... autant que possible on respirera par le nez... l'exercice du vélocipède en activant l'hématose développe une capacité vitale... active la circulation ». Quant aux cardiaques « ils peuvent s'en servir à condition de ne pas aller jusqu'à l'essoufflement ».

Et la femme ? « La fabrication de nouvelles machines lui permet de faire du vélocipède sans avoir à redouter aucun accident, si la selle est bonne... La position (est) celle d'une personne assise sur une chaise, les bras légèrement allongés, le buste droit, la jambe déployée complètement quand la pédale arrive au point mort, et à l'angle droit quand elle arrive au point opposé... Le bec de selle doit être supprimé. La station doit être large. La femme ne doit pas faire de course de vitesse, elle ne doit marcher qu'à une allure de 12 à 15 kilomètres par heure. Un costume spécial sans corset, autant que possible, avec un pantalon à la zouave et jupe courte, faite de laine ou de jersey est ce qu'il y a de mieux. »

Le docteur Tissic louait les bienfaits de l'usage du vélocipède pour la digestion et la goutte, l'arthrisme, le rhumatisme, l'obésité... et le préconisait comme « un excellent sédatif système nerveux ». L'armée fit donc œuvre de santé publique et d'exemplarité qui l'instaura dans tous ses échelons.

7 - JDV du 3 juin 1893.

8 - Le Moniteur Viennois du 1^{er} octobre 1897.

9 - Selon le JDV du 12 novembre 1892.

Annexe I, *tirée du Journal de Vienne, avril 1896*

Conformément au nouveau règlement sur le service vélocipédique dans l'armée, les examens pour l'emploi de vélocipédiste auront lieu le premier août prochain, à 10 heures du matin, dans les villes ci-après : Chambéry, Bourgoin, Albertville, Modane, Moutiers, Bourg-Saint-Maurice, Annecy, Rumilly, Thonon et Vienne.

Les sous-officiers (sauf les adjudants), les caporaux ou brigadiers et soldats de la réserve de l'armée territoriale qui désireront y prendre part devront adresser leur demande au commandant du bureau de recrutement de leur domicile ou de leur résidence en ayant soin d'y indiquer la ville où ils désirent concourir.

Pour être admis aux épreuves les candidats devront :

- 1^o : justifier devant la commission d'examen qu'ils possèdent une instruction primaire élémentaire et qu'ils sont en état de se servir pratiquement d'une carte routière.
- 2^o : être reconnus par le médecin adjoint à la commission aptes à l'emploi de vélocipédiste.

Les épreuves consistent en un parcours de 60 kilomètres, en terrain moyennement accidenté. Ce parcours doit être accompli en moins de 6 heures. Il est exécuté sur une bicyclette amenée par les candidats. Ces derniers devront présenter à la commission d'examen leur livret individuel ainsi que les brevets ou diplômes qu'ils ont pu obtenir dans les concours ou auprès des diverses sociétés de vélocipédie.

Vélocipédie militaire

Jeudi matin s'est courue sur les routes de Givors à Chasse et de Chasse à Vienne l'épreuve pour l'obtention du brevet de vélocipédie militaire. Le trajet à accomplir était de 66 kilomètres en 5 heures, les concurrents ont eu à faire trois fois le même parcours.

Le départ a eu lieu à 10 heures de la caserne d'infanterie cours Brillier : six soldats ont pris part à cette course qui a été suivie par un certain nombre de civils. Notre compatriote M. Paret du Péage-de-Roussillon, actuellement soldat au 52^{me} d'infanterie est arrivé premier accomplissant le trajet en moins de trois heures ; 2^{me} M. Vendri ; 3^{me} M. Garnier de Vienne.

Annexe II, tirée du Journal de Vienne

La pratique du vélocipède ne manqua pas d'apporter son lot de règlements. Pour que le badaud se range, on préconisa "le grelot avertisseur", mais un grelot doit-il tintinnabuler constamment ou au seul moment de rattraper quelqu'un ? La cour de cassation vient de décider qu'il ne suffit pas d'avoir un grelot à sa bicyclette, mais qu'il faut le laisser tinter constamment. Voici le résumé de son arrêt :

Quand un arrêté municipal prescrit qu'aucun vélocipédiste ne pourra circuler dans les rue de la commune sans être muni d'un grelot très sonore, il faut décider que cet arrêté a voulu dans l'intérêt de la sécurité publique que le bruit produit par ce grelot soit constant, pendant que le vélocipède monté est en marche, afin que les passants puissent être avertis, sans interruption du danger auquel ils sont exposés. Si ce but est atteint quand le grelot est attaché à la machine, il ne l'est pas quand celui qui la monte le tient à la main, parce que soit par suite d'inattention, soit pour toute autre cause, le grelot tenu à la main n'est pas agité constamment et n'avertit pas sans cesse le public.

Journal de Vienne du 17 juin 1896.

Sans doute la mesure n'avait pas été analysée dans tous ses aspects et il fallut procéder à un re-examen, le judiciaire avait parlé, l'exécutif affina :

Dans une circulaire qu'il adressa aux préfets, le ministre des Travaux Publics fit observer que l'application faite jusqu'à ce jour de l'arrêté du 29 février 1896 qui réglemente la circulation des vélocipèdes a permis de reconnaître que la rédaction ne présentait pas toute la précision désirable en exigeant que toute machine soit montée d'un avertisseur. L'administration a simplement entendu parler d'un dispositif quelconque, grelot trompe au autre, que le cycliste devrait seulement faire fonctionner lorsqu'il en aurait besoin pour signaler sa présence aux piétons, cavaliers, voitures ou autres vélocipèdes. Le texte adopté ne traduisait pas sa pensée d'une façon explicite, puisqu'il a donné lieu à une interprétation contraire, il convient donc de le compléter de façon à faire disparaître toute ambiguïté. A cet effet le ministre prescrit aux préfets de prendre un nouvel arrêté portant que tout vélocipède doit être muni d'un appareil sonore avertisseur, dont le son puisse être entendu à cinquante mètres et qui sera actionné aussi souvent qu'il sera besoin ».

Journal de Vienne du 14 août 1896.

Pierre DOMEYNE

François Domeyne, un pionnier de l'enseignement primaire¹

UNE DÉCOUVERTE FORTUITE

On sait depuis longtemps que la recherche généalogique est propice à la découverte historique. C'est cette expérience passionnante qui m'a permis de découvrir la vie et la personnalité d'un de mes ancêtres : il s'agit de François Domeyne (1776-1854) qui fut probablement, au début du XIX^{me}, à Villette-de-Vienne, le premier instituteur du canton de Chuzelles.

Il y a quelques années, me furent transmises des archives de Chuzelles, susceptibles de m'intéresser : la copie de l'acte de baptême d'un certain François Domeyne, né en 1776 à Puy-Prés, canton de Vallouise, dans les Hautes-Alpes (région de Briançon) ; les copies des deux mariages successifs de François Domeyne, instituteur à Villette-de-Vienne, en 1803 (avec Anne Hymin) et en 1813 (avec Anne Gaudet).

Personne, dans la famille, n'avait jamais entendu parler de ce François Domeyne, mais de lointains souvenirs d'enfance me rappelèrent que le nom de la famille venait de la région de Briançon... « par les femmes ». Me doutant qu'il devait y avoir une histoire d'enfant naturel occultée, comme il se doit, pendant plusieurs générations, je me mis donc en chasse pour établir un lien avec ma famille, et, après quelques jours de recherche dans les registres de Villette-de-Vienne, je remontais jusqu'à ce quadrisaïeul inconnu...

UN VALLOUISIEN EN ISÈRE

Cette trouvaille m'avait mis en appétit et la curiosité me fit pousser plus loin mes investigations sur cet enseignant de l'Empire. L'examen attentif des premiers documents concernant François Domeyne entraînait plusieurs questions : Pourquoi et comment le vallouisien qu'il était s'était-il retrouvé dans le Bas-Dauphiné, à Villette-de-Vienne, pour épouser une brave fille du coin ? Qu'est-ce qui expliquait le changement complet de « statut social », entre le « cultivateur » de 1803 et « l'instituteur de la jeunesse » (belle formule qui paraît bien désuète aujourd'hui) de 1813, date du second mariage ? Était-il instituteur avant la naissance de sa fille Laurence, en 1807 ? J'obtins assez rapidement la réponse à la dernière question avec la découverte, dans le registre des délibérations du Conseil Communal de Villette, d'un document capital daté du 23 mai 1804 :

1 - Cet article a fait l'objet d'une première publication dans la revue « Histoire et patrimoine » éditée à Chuzelles par le regretté Gilbert Roche, en 2004.

Du trois Prairial de l'an XII de la République Française, dans la salle de la maison commune de Villette-Serpaize, à neuf heures du matin, est comparu le citoyen Francois Domaine (sic), natif de Puy-Prés, canton de Vallouise, département des Hautes-Alpes, domicilié dans cette commune depuis environ deux ans, lequel a demandé à être autorisé à exercer les fonctions d'instituteur, auxquelles il s'est destiné.

Le maire de la Commune de Villette-Serpaize, considérant, que depuis son arrivée à Villette, le citoyen Domaine s'est livré tout entier à l'instruction de la jeunesse, que les progrès qu'ont déjà fait les élèves sous sa direction lui ont mérité la confiance des habitants ; sous ce rapport et en attendant que le conseil municipal délibère sur l'établissement d'une école primaire, conformément à la loi du 11 Floréal de l'an X, le Maire de la commune de Villette-Serpaize permet audit citoyen Francois Domaine de tenir l'école d'instruction dans cette commune, et l'invite d'apporter le même zèle et les mêmes soins qu'il a montrés jusqu'à ce jour, à l'enseignement des élèves qui lui seront confiés.

Signé : Monteval, Maire.

Ce document appelle quelques remarques :

Francois Domeyne est arrivé à Villette durant l'été 1802, il y a élu domicile et a aussitôt dispensé son enseignement. Il a obtenu la confiance des habitants et le conseil communal a reconnu ses qualités pédagogiques. C'est lui-même qui a demandé que ses fonctions soient, pour ainsi dire, authentifiées et garanties par la commune à une époque où l'enseignement dans les petites communes rurales est encore très anarchique... Au même moment, justement, la loi du 11 Floréal de l'an X (1^{er} mai 1802), édictée par Fourcroy, tente d'y mettre un peu d'ordre. D'autre part on est frappé, en lisant ce texte, par son aspect profondément laïc ; on n'y trouve aucune allusion à la religion en un temps où l'instituteur, pauvre diable généralement mal payé, peu instruit et peu considéré, est réellement le prolongement du curé. La rétribution de ce « clerc laïc », pour reprendre la formule d'Antoine Prost, fait souvent l'objet d'un contrat entre la paroisse et lui, moyennant les tâches de sacristain, bedeau ou fossoyeur.

Rien de tout cela dans le cas de Francois Domeyne, à qui aucune contrepartie « religieuse » ne semble avoir été demandée et qui jouit de la considération générale.

Demeure tout de même la question de fond : Comment se fait-il qu'un jeune paysan de vingt-six ans, venu de la Vallouise, et « ne s'autorisant que de lui-même », pour parodier Lacan, parvienne à faire l'instruction de la jeunesse, si rudimentaire soit-elle, dans un petit village du Bas-Dauphiné ?

L'INSTITUTEUR BRIANÇONNAIS

On sait que, dès le XVIII^e siècle, les hommes de cette région étaient particulièrement instruits et connus pour « exporter » leurs talent. Comme en témoigne un petit livre écrit par A. Albert en 1874, « *L'Instituteur du haut-briançonnais* ».

On y apprend en effet qu'à l'époque qui nous intéresse, l'expatriation des vallouisiens vers les basses vallées, à la belle saison, était extrêmement courante. Depuis toujours les rigueurs du climat et le médiocre rendement des terres, malgré un dur labeur, ont poussé les habitants du Haut-Briançonnais à l'exil. Beaucoup quittaient définitivement le pays (libraires, imprimeurs par exemple) mais beaucoup aussi limitaient à la saison d'hiver la durée de leur absence des montagnes natales et revenaient au printemps avec un modeste pécule pour les travaux agricoles. C'était le cas des « maîtres d'école ».

Cette région de France constituait un creuset d'instruction. D'abord au sein des familles où régnait l'enseignement mutuel, l'habitude des lectures bibliques² lors des longues soirées d'hiver, puis au sein des petites écoles ouvertes dans tous les villages, les jeunes montagnards acquéraient assez de connaissances pour être, dès dix-huit ans, des « instituteurs » en puissance, au savoir restreint mais sûr (il se limitait en effet à la grammaire, l'écriture, l'arithmétique et quelques notions de géographie...). Ce modeste savoir devenait pour le jeune homme un honorable gagne-pain. On le voyait, aux foires d'automne, apparaître dans les villes et bourgs du Bas-Dauphiné, du Forez, du Lyonnais, de la Bresse, et jusqu'en Provence, vêtu de gros drap vert tissé et teint dans le pays natal. Une plume d'oie fixée à sa casquette en peau de fouine était indicative de sa profession et de son désir d'être engagé...³ Ce qui ne se faisait point attendre très longtemps car la probité, le savoir et l'ardeur à la tâche du maître d'école briançonnais étaient devenus proverbiaux.

Dans un mémoire adressé au ministre de l'intérieur, en 1801, M. Bonnaire, premier préfet des Hautes-Alpes, résume ainsi cette émigration briançonnaise :

« Pour trouver quelque désir d'apprendre, et même une instruction réelle, il faut remonter dans le Briançonnais, pénétrer dans les vallées profondes et étroites, perdues en quelque sorte dans d'horribles précipices, et qui sembleraient ne pouvoir être habitées que par des peuplades sauvages. C'est là qu'on sent le prix de l'instruction, et que tous y consacrent leur jeunesse : il est rare qu'un enfant n'y sache pas lire, écrire, et même un peu de calcul, mais c'est la suite d'un usage antique et de l'impérieuse nécessité... ».

On trouve dans le livre de J.-B. Bardin : *« Étude historique sur le pays de Septème »*, publié en 1888, des renseignements très intéressants sur les instituteurs du début du XIX^e siècle et sur leur origine « haut-briançonnaise ». En voici un bref aperçu qui confirme les observations faites à propos de François Domeyne.

On y lit tout d'abord un arrêté du 25 vendémiaire de l'an XIII (17 octobre 1804) pris par le Maire de Septème, Cécillon Dupérier, où tous les aspects d'une véritable organisation de l'enseignement primaire sont abordés :

– le nombre des classes (trois) ;

2 - Cette tradition a sans doute été confortée par la pénétration des Vaudois dans cette région, depuis le XII^e siècle.

3 - Une plume indiquait que le jeune homme savait lire et écrire ; deux plumes, qu'il connaissait l'arithmétique et trois, le latin...

– le salaire de l'instituteur (75 centimes par mois pour chaque enfant qui entrera dans la première classe, un franc pour celui qui entrera dans la seconde etc...) ;

– les matières à enseigner (lecture dans la première, premiers principes d'écriture dans la seconde, perfectionnement, arithmétique, catéchisme dans la troisième...) ;

– la durée des classes (3 heures le matin, 3 heures l'après-midi), le jour de congé (le jeudi) etc...

Les paragraphes six et sept sont particulièrement intéressants :

« L'instituteur traitera les enfants avec douceur et honnêteté, et les punitions qu'il pourra être dans le cas de leur infliger ne pourront jamais être telles qu'il en puisse résulter aucune blessure ni l'altération de leur santé. »

« Si parmi ces écoliers, il s'en trouvait d'une docilité indomptable, il les chassera de son école après en avoir prévenu le Maire et les parents. »

C'est à un natif de Briançon, André Dominique Fine, que la réalisation de ce programme sera confiée dans les mêmes conditions que François Domeyne à Villette, si l'on en juge par les termes de l'arrêté :

« Le Maire de la commune de Septème, vu les certificats de bonne conduite, mœurs et capacités à lui présentés par le sieur A.D. Fine, lequel a demandé d'être nommé instituteur d'école primaire dans cette commune, et après avoir pris des renseignements particuliers sur le sieur Fine, desquels il résulte qu'il a des talents nécessaires pour remplir les fonctions d'instituteur d'école primaire.

Considérant que les enfants de la commune de Septème sont depuis très longtemps privés de tout moyen d'instruction, que leurs parents réclament avec les plus vives instances l'établissement d'un instituteur d'école primaire, et qu'il est essentiel de profiter de l'occasion qui se présente...

Nomme pour instituteur d'une école primaire dans cette commune le sieur André Dominique Fine, sauf à lui de se procurer à ses frais un local salubre et propre à l'établissement de cette école. »

La dernière clause, on le voit, est d'importance et de nature à faire hésiter les candidats à cette noble fonction. C'était pourtant chose courante à l'époque... J.B. Bardin ajoute notamment : « L'instituteur briançonnais avait son logement à lui mais l'école n'était pas avec lui ; il parcourait dans une journée les divers hameaux de la commune, réunissait dans une maison les enfants d'alentour, leur donnait à la hâte ses leçons de lecture, d'écriture et de calcul ; puis il allait dans un autre hameau où l'attendaient d'autres élèves. Il continuait ainsi toute la journée et la veillée même d'un hameau à l'autre. Il ne faisait l'école que l'hiver, et à l'approche de l'été, il retournait dans son pays... »

Ainsi cette période de l'histoire de nos communes du Nord-Isère est-elle marquée par l'apparition de ces fameux « instituteurs briançonnais ».

J.B. Bardin note dans son ouvrage que « la ville de Briançon était une pépinière d'instituteurs. Ses sujets se répandaient au loin et il n'y a pas un pays de l'Isère qui n'en ait pas eu. De même que l'Auvergne ses chaudronniers et la Savoie ses petits ramoneurs, ainsi Briançon envoyait ses enfants porter l'instruction dans tous les départements voisins, jusque dans le département du Rhône.

ACCLIMATATION

François Domeyne faisait donc partie de ces montagnards émigrés sous d'autres cieux pour proposer leurs talents. Arrivé probablement à Villette-de-Vienne durant l'été 1802, il est fort possible qu'il ait été d'abord « recruté » par quelques bonnes familles du village, moyennant aussi quelques menus services domestiques, comme cela se pratiquait couramment. Contrairement à d'autres il décide de se fixer à Villette où il trouve l'âme sœur en la personne d'Anne Eymin, fille de Louis Eymin, cultivateur dans cette commune. Il l'épouse, le 24 juillet 1803 et quatre enfants naîtront de cette union : Françoise (1804), Claude (1805), Laurence (1807) et Madeleine (1810).

Avant d'arriver dans notre région à vingt-six ans, François Domeyne avait-il satisfait à ses obligations militaires ? Entre 1796, année de ses vingt ans, et 1802, il aurait très bien pu être enrôlé dans les premières armées napoléoniennes, lors des campagnes d'Italie et d'Égypte, par exemple... A moins qu'il n'eût été exempté ? J'ai cherché en vain à explorer ces pistes fort intéressantes. En tout cas son engagement « bonapartiste » ne fait aucun doute car, bien avant la Garde Nationale dont il sera question plus loin, sa signature calligraphiée apparaît en première place sous le serment d'obéissance aux constitutions de l'Empire et de fidélité à l'Empereur, le 12 Messidor de l'an XII (2 juillet 1804).



Le 12 octobre 1808, la Préfecture de l'Isère publie un arrêté dont l'exécution est confiée aux maires des communes. Conformément au décret impérial du 17 septembre 1808 qui organise l'Université Impériale, « *Tous les inspecteurs, proviseurs, censeurs, professeurs et autres agents de l'Instruction Publique, seront tenus de déclarer au Grand-Maître s'ils sont dans l'intention de faire partie de l'Université Impériale, et de contracter les obligations imposées à ses membres* ». Au dos du document conservé aux archives de Chuzelles, on lit la mention manuscrite des noms de François Domaine (sic), instituteur à Villette et de Jean-Pierre Rigolier, instituteur à Chuzelles mais les noms et les signatures n'apparaissent pas dans la partie du document prévue à cet effet...

On peut supposer toutefois, étant donné ce qui précède, que François Domeyne a bien accepté cet engagement officiel dans l'Université Impériale, qu'on peut considérer comme la première tentative vraiment sérieuse d'organisation de l'enseignement en France. Quant à « l'établissement d'une école primaire » à Villette, dont il est question dans la délibération du 23 mai 1804, je n'en ai trouvé nulle trace, les années suivantes, dans les registres du conseil communal (il faudra attendre 1834 pour voir reparaître le sujet).

Ainsi va la vie : Anne, son épouse meurt le 3 avril 1812. Il se remarie le 28 juillet 1813 avec Anne Gaudet, fille d'Antoine et Jeanne Gaudet, cultivateurs à Oytier. Il a trente-sept ans et les actes d'état civil portent toujours la mention « instituteur ».

AU SERVICE DE L'ÉTAT FRANÇAIS

C'est en 1814 que survient un épisode important de l'histoire de Villette et de la région. Courant janvier, on recense les hommes entre 20 et 60 ans pour le paiement des dépenses consécutives à la constitution de la Garde Nationale (milice civile, créée en 1789 et destinée au maintien de l'ordre). La contribution de François Domaine (sic) est fixée à 2 francs, ce qui ne permet pas, assurément, de le ranger parmi les citoyens les plus riches de la commune (alors que celle des sieurs Vaugelet, Berquet et Crappon est de 20 francs...).

Le 24 janvier, François Domeyne figure dans la première compagnie de la Garde Nationale avec le grade de caporal aux côtés d'Antoine Favier, Etienne Bonnet et Jérôme Simon. Jacques Devaux en est le capitaine. On note également les noms de Pierre Gaymard, sous-lieutenant ; Claude Chapotat, sergent-major (un ami, sans doute, de François, qui apparaît souvent comme témoin dans les actes d'état-civil concernant l'instituteur) ; Etienne Bert et Henri Crappon, sergent ; André Point, tambour. Le registre du conseil communal de Villette fournit des précisions fort intéressantes sur le rôle de cette « Garde Nationale sédentaire ». Ses membres étaient par exemple chargés de remettre aux futurs soldats d'active les « lettres d'appel ».

Cette période, qui correspond à la fin de l'épopée napoléonienne, est agitée : En février, les troupes sont stationnées à Vienne. Fin mars, début avril, les armées de l'alliance, notamment les Autrichiens occupent la région. Plus précisément, les 23 mars et 3 avril, les habitants sont soumis à des « fournitures » pour service urgent et imprévu, lors de l'installation d'un camp de 10.000 hommes sur la commune. Dans un tableau⁴ dressé le 25 juin, à la ligne François Domaine, on trouve les fournitures suivantes :

Bichets de seigle :	1
Quintaux de farine :	1
Kilos (sic) de chandelles :	1
Livres de pain :	150
Livres de viande :	30
Livres de fromage :	10

4 - In Archives communales de Chuzelles.

Ces contributions sont très probablement liées aux ressources des habitants, en argent, en cultures ou en élevage. On ne manquera pas, à cet égard, d'être impressionné par la contribution de Francois Domaine en ce qui concerne le pain... Un détail qui prend une certaine saveur quand on connaît la fin de la vie de notre ancêtre.

On retrouve la trace de Francois Domeyne pour une demande d'alignement accordée par le maire afin de construire une petite écurie (il avait donc des chevaux...). L'emplacement de sa maison est difficile à localiser mais une affaire de création de chemin entre sa terre et celle de J. Devaux, en 1832, permet d'en savoir un peu plus long : la maison devait se situer le long du chemin public tendant de l'église au hameau de Morand, non loin du carrefour formé par ce chemin et le grand chemin vicinal de Chuzelles à Luzinay. On apprend un peu plus tard, à propos de la construction de la nouvelle école que l'instituteur n'a jamais jusqu'alors exigé de « logement de fonction ».

18 septembre 1819 : après six ans de mariage, Anne donne à François un fils, Jean-François Victor, dont on reparlera par la suite. Francois Domeyne a alors quarante-trois ans et il exerce toujours les fonctions d'instituteur.

On perd un peu sa trace jusqu'au 5 mai 1828 : A cette date, un document des archives de Chuzelles atteste de l'attribution par la Préfecture de l'Isère d'un « passeport pour l'intérieur » à Francois Domeyne, instituteur primaire, pour lui permettre de quitter le canton. C'est dans ce document qu'on trouve les éléments permettant de dresser son portrait :

Taille : 5 pieds (environ 1,65 m)	Front : grand
Cheveux : noirs	Yeux : roux
Sourcils : noirs	Bouche : grande
Nez : gros	Menton : large
Barbe : grisâtre	Teint : basané
Visage : plat	

En octobre 1832 a lieu à Villette la vente aux enchères des matériaux de la vieille cure. C'est Francois Domeyne qui fait la meilleure offre, à savoir 170 F. Par ailleurs le four et ses accessoires sont adjugés à un certain Pancrace Couturier.

LA ROUE TOURNE

L'année suivante va marquer un tournant décisif dans sa carrière finissante. La loi Guizot du 28 juin 1833 qui instaure la liberté de l'enseignement primaire, va en effet obliger les communes à entretenir une école primaire et d'y assurer la gratuité partielle pour les élèves « indigents ». Les maîtres doivent, par ailleurs, être pourvus du brevet élémentaire. En 1833, Francois Domeyne a cinquante-sept ans et il est probable que la nouvelle loi le pousse inexorablement vers la retraite.

Quand a-t-elle été effective ? Il est difficile de répondre avec précision mais, en 1834, on parle encore, à propos du projet de construction d'une « maison

d'école centrale », de « l'instituteur »... (la décision de construire effectivement une maison curiale et une maison d'école contiguës sur la place, près de l'église, date du 8 novembre 1835). Une indication précieuse nous est donnée par l'état-civil du 31 janvier 1835 : A cette date naît François Domeyne, fils de Claude Domeyne et de son épouse légitime, Jeanne Gruet. Et le grand-père, François Domeyne, figure en qualité d'aubergiste ! On peut raisonnablement en conclure que l'instituteur avait cessé son activité.

Le 14 août 1836, d'autre part, il est question, dans les délibérations du Conseil communal, des dépenses d'instruction primaire et DES instituteurs, de LEUR traitement. La page était tournée... D'autres maîtres suivront comme le sieur Simon Geraud Etienne, muni d'un brevet d'instituteur primaire pour l'instruction élémentaire, délivré par la commission départementale, et d'un certificat de « bonne moralité » délivré par le curé de la paroisse, qui se présentera devant le maire de Villette, le 28 août 1838.

C'était donc la fin d'une belle carrière de plus de trente ans dans la même commune. Par bien des égards on peut considérer François Domeyne comme un véritable pionnier de l'enseignement : ses qualités pédagogiques étaient reconnues dès ses débuts et l'Université Impériale authentifia son statut de maître. Mais, à soixante ans, un instituteur de l'époque n'a pas de pension payée par l'Etat ou la commune. On a vu, d'autre part, que François Domeyne était très loin de compter parmi les citoyens les plus riches de la commune. Il était donc tout à fait normal qu'il ait opéré sa reconversion en tant qu'aubergiste, avec l'aide de sa seconde épouse, Anne Gaudet, car lors du mariage de son fils Jean-François Victor Domeyne, boulanger de son état, avec Magdeleine Payaud, le 7 septembre 1841, il est mentionné sur l'acte : « Propriétaires et cabaretiers » (le mot « cabaretier » n'avait probablement pas, à cette époque, en milieu rural, la nuance péjorative acquise dans les villes, désignant le propriétaire d'un café pouvant éventuellement « restaurer » et assurer le gîte...). Combien de temps exerça-t-il cette noble activité ?

UN CURIEUX ÉPILOGUE

La lecture du petit livre de Mme Girardet-Cachat sur l'histoire de Villette fut à l'origine d'une découverte qui peut paraître surprenante alors qu'elle s'inscrit dans la logique d'une fin de vie. Dans le fac-similé d'une liste d'électeurs pour les élections du canton de Vienne-Nord, en août 1852, on peut lire en effet : François Domeyne, « BOULANGER » ! et au dessous de son nom celui d'un certain Victor Domeyne, né en 1794, boulanger également... On se souvient que Jean-François Victor était bien boulanger mais il était né en 1819... Une erreur de 25 ans sur la date de naissance est assez inexplicable, mais il ne peut s'agir d'un autre Victor ! A plus de 70 ans, il est légitime de penser que François Domeyne devait assister son fils dans son négoce... Pour mémoire, le cher Victor apparaît dans les registres de la Fabrique de Chuzelles (sorte d'assemblée paroissiale plus spécialement chargée de la gestion) : diverses fournitures (cire, cierges, bougies)

semblent avoir été achetées « chez » le sieur Victor Domeyne entre 1841 et 1850. Tenait-il un autre négoce que la boulangerie ? D'autre part il semble bien qu'après la mort de Francois Domeyne, Victor ait acquis une certaine notoriété puisqu'on le retrouve, en 1863, trésorier du bureau des marguilliers et, en 1875, président.

CONCLUSION

Evoquons en conclusion la mort de cet ancêtre à travers l'acte d'état civil, émouvant dans sa sécheresse et sa maladresse :

« L'an 1854, le 10 novembre, à neuf heures du matin, par devant nous Satre Jean-Ennemond, adjoint délégué remplissant, en l'absence du maire, les fonctions de maire, officier de l'état civil de la commune de Villette-Serpaize-Chuzelles, canton nord de Vienne, département de l'Isère, sont comparus Pays (?) Alexis, âgé de soixante-trois ans, cultivateur, domicilié à Villette, voisin du défunt, et Janin Joseph, âgé de 31 ans, cultivateur à Villette, voisin du défunt, lesquels nous ont déclaré que, le jour d'hier, à quatre heures du soir, Francois Domeyne, rentier, né dans la commune de Puy et Prés, arrondissement de Briançon, département des Hautes-Alpes, et domicilié à Villette, marié à Anne Gaudet, fils légitime de défunts Joseph et Magdeleine Domeyne, est décédé dans sa maison d'habitation à Villette ; après nous être personnellement assuré dudit décès, nous avons dressé acte que nous avons signé, non les déclarants qui ont déclaré ne le savoir après qu'il leur en a été donné lecture. »

Signé : Satre.

Ainsi s'achève l'itinéraire d'un enfant doué, des alpages de Vallouise aux plaines du Bas-Dauphiné. Parcours surprenant d'un émigrant de l'intérieur, parti de ses montagnes avec son baluchon et quelques rudiments de français, d'histoire et d'arithmétique, et devenu rapidement, dans une petite commune de l'Isère, grâce à son activité d'instituteur, puis d'aubergiste et de boulanger, une figure locale. Demeurent encore bien des zones d'ombre dans la vie de cet ancêtre dont la vie s'est peu à peu reconstituée comme un puzzle. C'est tout l'intérêt de la recherche généalogique que de pouvoir, peut-être, un jour, les éclairer.



SOURCES :

- Archives communales de Chuzelles.
- Registre des délibérations du Conseil communal de Villette-de-Vienne (1803-1850).
- *Petite histoire dans l'Histoire, Villette-de-Vienne*, par Monique Girardet-Cachat, 1988.
- *Étude historique sur le Pays de Septème, depuis ses origines jusqu'à nos jours*, par J.-B. Bardin (Vienne, Imp. Girard, 1888).
- *Le maître d'école briançonnais*, par A. Albert, Grenoble, 1874 (Bibliothèque Municipale de Grenoble).
- *La Vallouise à travers l'Histoire*, par Marguerite-Marie Cézard (Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 1981).
- *Abécédaire et fêrule*, par Pierre Giolitto (Imago, 1986).
- Histoire de l'enseignement en France, par Anouïne Prost, (Armand Colin, 1968).

La datation antique dans les inscriptions de la cité de Vienne

Dans la livraison 2003 de la *Revue Archéologique de Narbonnaise*, Simina Cibu a publié une étude sur “ Chronologie et formulaire dans les inscriptions religieuses de Narbonnaise et des provinces alpines (Alpes Graies, Pœnines, Cottiennes et Maritimes ” (p. 335-360), où elle a essayé avec une grande rigueur de dégager les indices chronologiques utilisables pour la datation des dédicaces aux dieux. Mon propos est beaucoup plus modeste. Je me propose seulement de recenser les inscriptions volontairement datées par les habitants de la cité de Vienne, de voir où elles ont été retrouvées, quel système de datation a été retenu, quels sont les types de documents qui ont été datés, par qui et pourquoi.

Seulement onze des neuf cent trente-cinq inscriptions du Corpus des inscriptions païennes de la cité de Vienne¹ ont été datées par leurs auteurs : huit textes privés et trois émanant des autorités religieuses de la cité [pontifes (n° 6, 7)] et du vicus ou du pagus d'Annecy [prêtre de Castor auguste (n° 5)], financées avec le produit d'une quête. Leur arc chronologique va de 8 av. J.-C. (n° 1) à 217 ap. J.-C. (n° 11). Constant pendant tout le Haut-Empire (une occurrence à la fin du I^{er} siècle av. J.-C., cinq au I^{er} siècle, quatre au II^e, deux au III^e), ce très faible pourcentage atteste clairement que les Anciens ne se souciaient guère de préciser la date de gravure de leurs inscriptions sur pierre ou sur bronze². C'est une attitude quelque peu paradoxale, puisqu'il est évident qu'ils faisaient graver ces textes pour assurer la pérennité de leur message³. Ils s'adressaient à leurs contemporains, mais aussi à leurs lointains descendants et ne cherchaient pourtant pas à s'inscrire dans la chronologie. Dans la dédicace des remparts de Grenoble (*ILN, Vienne* 366), Dioclétien et Maximien ont pris soin d'indiquer leurs noms et leurs principaux titres (Nos seigneurs l'empereur César Gaius Aurelius Valerius Dioclétien, pieux, heureux, invincible, Auguste et l'empereur César Marcus Aurelius Maximien, pieux, heureux, invincible, Auguste) et de préciser qu'ils avaient “ dans leur prévoyance, commencé et achevé la construction

* Professeur émérite d'histoire romaine à l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble - CRHIPA - CNRS, Centre Camille Jullian (Aix-en-Provence).

1 - *ILN, Vienne* = B. Rémy (dir.), *Inscriptions Latines de Narbonnaise. V. Vienne*, 3 vol., Paris, 2004-2005.

2 - En revanche, les inscriptions écrites sur d'autres supports (tablettes de bois...), notamment les lettres, étaient ordinairement datées avec précision. Aucune n'a été retrouvée dans la cité de Vienne.

3 - Ainsi, Pline l'Ancien a-t-il pu écrire : “ la terre-mère qui porte même nos tombeaux et nos épitaphes, qui fait durer notre nom et étend notre souvenir contre la brièveté de la vie ” (*Histoire Naturelle*, 2, 154).

des murailles de *Cularo* (Grenoble), ainsi que les édifices qu'elles abritent », mais ils n'ont pas jugé utile d'indiquer – par la mention de leur puissance tribuni-
cienne⁴ – la date du début ou de la fin de travaux qui étaient destinés à traverser
les siècles. Du coup, la plage chronologique est assez large. Les deux empereurs
ont régné conjointement du 1^{er} avril 286 au 1^{er} mai 305, mais une nouvelle orga-
nisation du pouvoir impérial, la tétrarchie, a été mise en place le 1^{er} mars 293 avec
l'association de deux Césars (Constance Chlore et Galère) aux Augustes. Les
deux Césars n'étant pas nommés ici, il est quasiment certain que l'inscription a
été gravée entre le 1^{er} avril 286 et le 1^{er} mars 293.

C'est ce souci de perpétuation de la mémoire qui explique le zèle mis à effa-
cer sur la pierre le nom de celui dont on veut effacer le souvenir. Ainsi à
Bardonnex (n° 1), sous Tibère, le nom du consul Gaius Asinius Gallus, fils du
célèbre Gaius Asinius Pollio, qui avait été emprisonné en 30 et sans doute
condamné à mort en 33 (Tacite, Annales, 6, 29), fut-il arasé peu après dans une
inscription privée, installée près de quarante ans auparavant dans un sanctuaire
(?) semi rural provincial !

Voici la liste chronologique de ces rares documents :

N°	Lien de trouvaille	Date	Type de documents	Type de datation	Références
1	Bardonnex	8 av. J.-C.	Inscription mentionnant P. Decius Esunertus, fils de Trouceteius Vepus	[[G(aio) Asinio Gallo]], G(aio) Marcio Censorino co(n)s(ulibus)	<i>ILN</i> , Vienne 868
2	Annemasse	5 ap. J.-C.	Dédicace à Mars par Firmus, fils d'Hilarus	G(aio) Ateio Capitone, G(aio) Vibio Postum(o) co(n)s(ulibus)	<i>ILN</i> , Vienne 800
3	Grenoble	50	Épithaphe de Sex. Sannius Severus, centurion	G(aio) Antistio Vetere II, M(arco) Suillio Nerullino co(n)s(ulibus)	<i>ILN</i> , Vienne 372
4	Carouge	73 79 83 88 90	Épithaphe de M. Carantius Macrinus, centurion	Domitiano II co(n)s(ule) Vespas(iano) X co(n)s(ule) Domit(iano) VIII co(n)s(ule) Domit(iano) XIII co(n)s(ule) Imp(eratore) Nerva II co(n)s(ule)	<i>ILN</i> , Vienne 866
5	Duingt	91	Dédicace à Castor auguste par C. Caprilus Sparis, son prêtre, avec le produit d'une quête	[a]nni Mani Acil(i) [Gl]abronis, M(arci) Vlpi Traiani co(n)s(ulum)	<i>ILN</i> , Vienne 736
6	Vienne	101	Dédicace par les pontifes municipaux, avec le produit d'une quête, d'un monument (?)	anno Imp(eratoris) Caes(aris) Nervae Traiani Aug(usti) Germanici, IIII Q(uinti) Articulei Paeli co(n)s(ulum)	<i>ILN</i> , Vienne 30
7	Vienne	111	<i>Id.</i>	anno G(ai) Calpurn(i) Pisoni[s], M(arci) Vettii Bolani co(n)s(ulum)	<i>ILN</i> , Vienne 31
8	Aoste	176	Participation à la construction d'un monument pour la sauvegarde de Marc Aurèle par Sex. Vireius Sextus, décurion	Pollione II et Apro II co(n)s(ulibus)	<i>ILN</i> , Vienne 600, 1-3
9	Aoste	179	Dédicace fragmentaire à une divinité indéterminée par un anonyme	Imp(eratore) Com(modo) II, P(ublio) Martio Vero II co(n)s(ulibus)	<i>ILN</i> , Vienne 601
10	Genève	201	Dédicace au dieu invincible et au Génie du lieu par Firmidius Severinus, soldat de la huitième légion auguste	Muciano et Fabiano co(n)s(ulibus)	<i>ILN</i> , Vienne 821
11	Novalaise	217	Dédicace (?) à une divinité indéterminée par un anonyme	Extricato et Pres(ente) con(sulibus)	<i>ILN</i> , Vienne 626

4 - Renouvelée chaque année par le sénat romain, c'est un commode instrument de datation.

Ces onze inscriptions ont été retrouvées dans quatre villes de la cité [Vienne (n° 6, 7), Aoste (n° 8, 9), Genève (n° 10), Grenoble (n° 3)], une agglomération semi-urbaine [Annemasse (n° 2)] et quatre sites ruraux [Bardonnex (n° 1), Duingt (n° 5), Novalaise (n° 11), Carouge (n° 4)]. Dans les trois premiers devaient être installés des sanctuaires (n° 1 ?, 5, 11) ; à Carouge (n° 4), Macrinus avait dû acheter un domaine foncier où il s'était fait enterrer.

Le seul mode de datation utilisé est la mention, à la fin du texte, du nom plus ou moins abrégé des deux consuls ordinaires de Rome qui donnaient leur nom à l'année. C'était la datation officielle, mais elle n'était guère pratique, puisque les consuls changeaient chaque année. Il est donc assez peu probable que les Viennois, même ceux qui faisaient graver des inscriptions, aient connu le nom des consuls en poste à Rome, sauf peut-être les magistrats de la colonie qui devaient dater ainsi les documents officiels, encore que ces tâches devaient être remplies par les employés de l'administration municipale. Les Viennois n'ont pas daté leurs inscriptions par le nom de leurs magistrats, de leurs prêtres ou par l'ère de la province, une pratique qui avait surtout cours dans l'Orient grec. Colonie latine, puis romaine (à partir de Caligula), Vienne était une petite Rome et ses habitants avaient adopté le mode romain de datation. C'est peut-être la "complexité" du système qui explique le faible nombre de documents datés. Les auteurs des inscriptions se sont contentés de dater leur texte à l'année près, sans jamais préciser le jour, ni même le mois.

Leur contenu permet de distinguer trois types de documents :

– **Les inscriptions religieuses.** Avec sept documents, elles sont de loin les plus nombreuses. Cinq sont des dédicaces à Mars (n° 2), Castor auguste (n° 5) – gravée avec le produit d'une quête, au dieu invincible (Mithra) et au Génie du lieu (n° 10), à deux divinités indéterminées (n° 9, 11). Réalisées avec le produit d'une quête, les deux autres (n° 6, 7) commémorent à Vienne la consécration d'un monument religieux ou une cérémonie cultuelle par le collège municipal des pontifes qui régissaient les modalités du culte public officiel.

– **Les épitaphes.** Elles émanent de deux centurions. Dans la première, découverte à Grenoble (n° 3), ce n'est pas la date de l'inscription qui est mentionnée, mais celle du centurionat de Sextus Sammius Severus. Il a tenu à préciser l'année (50) où il a été nommé centurion dans la première légion Germanica, qui était cantonnée à Bonn, en Germanie inférieure, treize ans après son entrée au service,

5 - Voir B. Rémy, L'organisation territoriale de la cité de Vienne, dans D. Garcia, H. Verdin (éd.), *Territoires celtiques. Espaces ethniques et territoires des agglomérations protohistoriques d'Europe occidentale*, Paris, 2002, p. 173-184.

6 - Il pourrait avoir été originaire de la région et être revenu s'y installer après sa libération du service.

7 - Sous Tibère (Tacite, *Annales*, 3, 57, 1), un sénateur désireux de se faire bien voir du Prince avait proposé de dater désormais les documents par le nombre d'années pendant lequel l'empereur avait reçu la puissance tribunicienne (qui était renouvelée chaque année). Tibère refusa le changement.

8 - Il faut-il penser qu'à Vienne, comme dans certaines cités du Latium et de Campanie, les autorités avaient affiché des fastes consulaires rétrospectifs qui faisaient connaître les couples de consuls annuels et les renaient à jour ?

9 - Dans le texte de Duingt, Gaius Caprius Sparus indique que la quête a été effectuée l'année "durant laquelle il a été prêtre", mais cette précision est sans doute un moyen de rappeler qu'il a eu l'honneur d'une prêtrise plus qu'un élément chronologique.

sans doute parce que c'était un délai assez bref et que la date avait été très importante pour lui, un homme sorti du rang.

Centurion de la première cohorte urbaine de Lyon (n° 4), Marcus Carantius Macrinus s'est fait enterrer dans sa villa de Carouge et a demandé, par testament¹⁰, à ses héritiers de retracer dans son épitaphe toute sa carrière militaire – accomplie dans la même unité – avec les dates auxquelles il avait obtenu des promotions. Engagé comme simple soldat, pendant le deuxième consulat de Domitien (73), il fut successivement bénéficiaire, c'est-à-dire soldat libéré des corvées militaires, détaché pour des tâches administratives ou de police auprès du gouverneur de la province de Lyonnaise, Titus Tettienus Serenus, pendant le dixième (!)¹¹ consulat de Vespasien (79), corniculaire (chef de l'état-major particulier) de Cornelius Gallicanus, légat d'Auguste de Lyonnaise, en touchant la (double) solde des cavaliers, pendant le neuvième consulat de Domitien (83), puis de son successeur Minucius Rufus, évocat d'Auguste¹², pendant le quatorzième consulat de Domitien (88), centurion, pendant le deuxième consulat de l'empereur Nerva (90), après dix-sept ans de service. Il est intéressant de noter que ce militaire a daté son texte par les seuls consulats de l'empereur au pouvoir. C'était un moyen d'affirmer sa fidélité, voire son attachement au Prince, même à Domitien, dont la mémoire avait pourtant été condamnée.

Ces deux militaires avaient le sens de la hiérarchie, mais aussi de la chronologie.

– L'acte d'évergétisme.

En 176, le décurion de la cité (n° 8), Sextus Vireius Sextus¹³ n'a financé, *a priori*, qu'une partie de la construction d'un monument indéterminé d'Aoste : le toit du portique, la colonnade et le décor des colonnes (sans doute un décor peint plutôt que des tentures suspendues dans l'entre-colonnement).

Enfin, il n'est pas possible d'identifier le type de l'inscription mutilée de Bardonnex (n° 1). François Wiblé (dans sa notice des *ILN, Vienne*) a montré que les précédents éditeurs avaient eu tort de ranger ce document parmi les épitaphes, car “rien ne permet d'étayer cette déduction que la mention d'une date consulaire rend plus que fragile”¹⁴. Il faut peut-être penser à une inscription commémorant “l'érection d'un monument à l'usage de la communauté ou une dédicace à une divinité”.

10 - Le legs était grevé d'une charge, d'une *conditio* (Digeste, 35, 1, 14 ; 35, 1, 17, 4 ; 35, 1, 80...). Les exécuteurs testamentaires devaient prélever sur leur héritage la somme nécessaire à la construction de la tombe et à la gravure de l'épitaphe.

11 - Comme le propose Fr. Wiblé (dans sa notice des *ILN, Vienne*), l'erreur dans la date consulaire (Vespasien est décédé pendant l'année de son neuvième consulat, le 23 juin 79) pourrait provenir d'un oubli du lapicide qui aurait gravé VESPAS X COS à la place de VESPAS VIII DESIGN X COS. La promotion de Macrinus au grade de bénéficiaire aurait eu lieu entre la mi-mars, époque de la désignation de Vespasien pour le dixième consulat et le 23 juin 79.

12 - Macrinus fut libéré avec le congé honorable avant la fin légale de son temps de service, mais il ne quitta pas l'armée, car il fut aussitôt rappelé par l'empereur pour occuper un poste dans l'administration provinciale. C'était l'assurance d'obtenir rapidement le centurionat, couronnement d'une carrière de ce type.

13 - On notera qu'il portait un surnom, Sextus, homonyme de son prénom.

14 - La datation consulaire des épitaphes est rarissime. Nous n'en avons aucun exemple dans la cité.

Asscz curieusement, ces onze inscriptions ont toutes été gravées par des hommes. Comme tous les auteurs d'inscriptions, ils appartenaient au moins aux couches moyennes – voire supérieures – de la population, celles qui avaient recours au service du lapicide. Nous ignorons tout de l'identité des deux auteurs de dédicaces fragmentaires aux dieux (n° 9, 11). Sur les neuf autres, six étaient des civils et trois des militaires. Firmus, fils d'Hilarus (n° 2), est le seul pérégrin attesté ; en 5 de notre ère, il était déjà latinisé et honorait, à la romaine, Mars “ pour ses mérites ”, mais il n'avait pourtant pas eu l'honneur d'obtenir la citoyenneté romaine à titre personnel. Pour sa part, Publius Decius Esunertus (n° 1) l'avait déjà en 8 av. J.-C., parce qu'il était mieux né que Firmus et avait un réseau plus puissant de relations. Logiquement, tous les autres étaient citoyens romains.

Sous Trajan (cn 101 et 111), les pontifes anonymes de Vienne (n° 6, 7) appartenaient à l'aristocratie de leur cité, car cette prêtrise était partie intégrante de la carrière municipale des honneurs. “ Simple ” décurion de Vienne, Sextus Vireius Sextus (n° 8) venait un peu en dessous dans la hiérarchie sociale de la colonie, mais il a participé à l'embellissement d'Aoste, sa petite patrie, où il tenait le haut du pavé. Gaius Caprilius Sparus (n° 5) était un notable plus modeste, qui officiait (en 91) dans le cadre local d'un culte de *uicus* (Annecy/*Boutae*) ou de *pagus* (*Apollinaris*). Les autres civils étaient apparemment de simples particuliers qui avaient l'envie et les moyens de faire graver une inscription.

Soldat de la huitième légion auguste (n° 10), cantonnée depuis l'époque flavienne à Strasbourg, l'irmidius Severinus, dont rien ne dit qu'il était Viennois, avait été détaché de son unité pour assurer la surveillance du grand axe routier de la vallée supérieure du Rhône et du poste de douane de Genève (voir *ILN, Vienne* 870). En 201, lorsqu'il a fait graver cet autel, il avait accompli vingt-six années de service. Normalement, il aurait dû être vétéran, puisque les légionnaires quittaient l'armée après vingt-cinq ou vingt-six ans, mais il ne précise pas qu'il n'était plus en service¹⁵. Toutefois, comme il a dédié cette inscription à Mithra, le dieu invincible, et au Génie du lieu “ à la suite d'un vœu pour sa sauvegarde ”, il semble plausible d'envisager qu'il a remercié les deux divinités (son dieu et le Génie local) de l'avoir protégé lors de son séjour genevois et pendant toute sa carrière. Au moment de quitter l'armée sain et sauf, il se serait acquitté du vœu formulé lors de son engagement. Severinus ne précise pas son grade, mais il est peu probable qu'il soit resté aussi longtemps simple soldat. En tout cas, il avait quelques moyens financiers. Sortis du rang, Sextus Sammius Severus (n° 3) et Marcus Carantius Macrinus (n° 4), les deux autres militaires, avaient obtenu le grade envié de centurion. Bien payés, ces officiers “ subalternes ” étaient les véritables piliers de la légion romaine¹⁶.

15 - Certains soldats servaient plus longtemps : Cartulus Viruno (*CHI*. XIII 6984) est mort à cinquante-cinq ans après trente années de service.

16 - Voir la remarquable thèse de mon élève Patrice Faure, *Les centurions légionnaires dans l'Empire des Sévères (193-235 ap. J.-C.)*, 2 vol., dact., Grenoble, UPMF, 2006, sous presse aux éditions Ausonius de Bordeaux.

Il faut maintenant se demander pourquoi quelques rares hommes ont décidé de dater par le nom des consuls certains textes. Il semble logique de penser qu'ils ont eu à cœur de commémorer par une datation " officielle " un événement exceptionnel de leur vie. Cela paraît certain pour les trois prêtres publics (n° 5-7), Sextus Vircius Sextus, le décurion (n° 8), qui a d'ailleurs fait exécuter trois inscriptions identiques, et Firmidius Severinus, le soldat (n° 10), si sa dédicace a bien été gravée à l'occasion de son départ de l'armée. Il pourrait en être allé de même pour les quatre (?) autres auteurs de dédicaces (n° 1 ?, 2, 9, 11). Ils auraient remercié les dieux de les avoir exaucés, un peu pompeusement, sans doute parce que la faveur divine avait été très importante pour eux. Pour leur part, les deux centurions (n° 3, 4) ont clairement voulu rythmer les étapes de leur carrière militaire par l'année consulaire qui leur était familière.

Gravées par des hommes de catégories sociales assez variées, les inscriptions volontairement datées sont donc très peu nombreuses dans la cité. Ce n'était manifestement pas une coutume viennoise, ni même romaine. Cette démarche était réservée aux faits exceptionnels. Pourtant, les Anciens, qui le pouvaient, avaient le souci de perpétuer leur mémoire par une inscription.

Les prochains rendez-vous

Les conférences en 2008

Elles ont lieu dans l'amphithéâtre de l'Institution Saint-Charles, place des Capucins. Possibilité de garer dans le parking de l'Institution, rue du Professeur Vialleton.

- Le mercredi **16 janvier** à 18 h : le prieuré de Vagnas en Ardèche et la politique territoriale d'une abbaye, par Joëlle Tardieu.
- Le mercredi **19 mars** à 18 h : Sainte-Colombe, le couvent des Dames et le martyrium, par Benoît Helly.
- Le mercredi **16 avril** à 18 h : Saint-Antoine-l'Abbaye, par Alain de Monjoie.
- Le mercredi **14 mai** à 18 h : le monastère de la Grande Chartreuse.

Cours de lecture :

Comme l'an passé Bernard Mollien assure chaque mardi au local des Amis de Vienne de 15 h à 16 h des cours de lecture, afin d'apprendre à lire un texte, à placer sa voix, à articuler correctement, à mettre le ton. A partir de textes littéraires, Bernard Mollien initie à cet exercice délicat qu'est la lecture à haute voix.

Pour tous renseignements s'adresser au 04 37 02 09 67.

- Le lundi **10 mars** à 14 h 30 au local de l'association : conférence de Bernard Mollien sur Sacha Guitry et les femmes. Entrée libre.

Voyages

Marseille les 1^{er}, 2 et 3 avril 2008

1^{er} avril : départ de Vienne en car, à 8 h, de la gare SNCF. Arrivée à Marseille, déjeuner.

Après-midi, visite de N.-D.-de-la-Garde, puis de la basilique Saint-Victor, arrêt au four à navettes. Installation à l'Hôtel Mercure Marseille Euro Centre, 1 rue Neuve Saint-Martin (dans le centre-ville), dîner, logement.

2 avril : après le petit déjeuner, visite du quartier du Panier, de l'hospice de la Vieille Charité (extérieur), de la cathédrale Major et de l'ancienne cathédrale, et si l'horaire le permet, des docks romains. Déjeuner.

L'après-midi, promenade en bateau au départ de Cassis pour les calanques.

Retour à Marseille.

3 avril : après le petit déjeuner, visite du musée Cantini qui possède une très belle collection de tableaux du XX^{me} siècle.

Déjeuner. Visite du musée de la faïence de Marseille et de Provence.

Retour à Vienne en fin d'après-midi.

Prix : 485 euros

Supplément chambre seule : 75,30 euros

Les prix comprennent : la pension complète, le voyage en autocar de luxe, les services de guides diplômés, les entrées des monuments, l'assurance annulation.

Logement à l'Hôtel Mercure Euro Centre, en plein cœur de Marseille.

Inscription auprès d'Annick Seguin,

9, montée des Grands Prés - Les Tupinières - 38200 Vienne - Tél. : 04 74 85 27 89

Premier versement de 100 euros par personne à l'inscription.

Deuxième versement de 100 euros au 15 janvier 2008.

Solde avant le 29 février 2008.

Les pays Baltes, du 2 au 9 septembre 2008

1^{er} jour : Genève-Vilnius.

2^{me} jour : Vilnius-Kaunas-Trakai.

3^{me} jour : Rundale-Riga.

4^{me} jour : Riga.

5^{me} jour : Riga-Sigulda-Riga.

6^{me} jour : Parnu-Tallinn.

7^{me} jour : Tallin.

8^{me} jour : Tallin-Genève.

Le prix est de 1340 euros¹

Supplément chambre seule : 133 euros

Les prix comprennent² :

- l'assurance-annulation,
- les taxes d'aéroport,
- les visites,
- les guides,
- l'hébergement,
- la pension en hôtel trois étoiles.

Formalités : carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité.

Pour tous renseignements s'adresser à Annick Seguin au 04 74 85 27 89.

Prière de faire parvenir un chèque de 300 euros pour le 31 décembre 2007.

1 - Le voyage en Suède en 2004 coûtait 1330 euros.

2 - Ce tarif peut être soumis à modification selon la hausse des carburants ou des taxes d'aéroport.

ATTENTION !

TOUTES LES COTISATIONS-ABONNEMENT
COMMENCENT AU 1^{er} JANVIER

Le règlement de la cotisation et de l'abonnement doit être effectué pendant le premier trimestre (sans omettre les sommes dues à titre antérieur).

*Faites un effort pour que ce bulletin continue à paraître.
Dès aujourd'hui, envoyez votre cotisation.*

MERCI

POUR LES NOUVEAUX ABONNÉS FICHE DE COTISATION AVEC ABONNEMENT AU BULLETIN DES "AMIS DE VIENNE"

NOM :

Prénoms :

Adresse (pour l'envoi du bulletin par la Poste) :

Code postal : Ville :

TARIF ABONNEMENT pour 2008 :

Abonnement normal.....26 € ☐

Étudiants - Retraités.....23 € ☐

Abonnement de soutien.....35 € ☐

Tarif adhésion.....5 € ☐

(pour les nouveaux membres)

A retourner, accompagnée du règlement par chèque bancaire ou postal
(C.C.P. Lyon 185-71 J), à l'adresse du siège social : "Amis de Vienne"
3-5, rue de la Table-Ronde - 38200 Vienne.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES "AMIS DE VIENNE"

Président d'Honneur :

Marcel PAILLARET

Comité de Patronage :

Benoît HELLY - Ingénieur d'études

Jacques LASFARGUES - Conservateur des musées de St-Romain-en-Gal/Vienne
et de Lyon

Roger LAUXEROIS - Ancien Conservateur en chef des musées de Vienne

Anne LE BOT - HELLY - Conservatrice Régionale de l'Archéologie

Hugues SAVAY-GUERRAZ - Conservateur du patrimoine au Pôle archéologique
du Rhône

BUREAU

Président : André HULLO

Vice-Présidents :

Paul BLANCHON

Jean-François GRENOUILLER

François RENAUD

Secrétaire général : Pierre GIRAUDO

Trésorier : Jacqueline BLANCHARD

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean ARMANET

Claude DARPHIN

Jean-Claude FINAND

Jean-François GUILLET

Hélène GUILLOT

Aimé IMBERT

Jean MELMOUX

Robert MOUSSIER

Chrystel ORCEL

Gilbert ROCHE †

Annick SEGUIN

Jean SONDAZ

Danièle THEVENET

Jacquelyne TROUILLER

COMITÉ DE LECTURE

Jean ARMANET, Paul BLANCHON, Pierre GIRAUDO, André HULLO,
Roger LAUXEROIS, Jean MELMOUX, François RENAUD.

*Le Comité de Lecture laisse aux auteurs des articles l'entière responsabilité des opinions
émises.*

Directeur de la publication : A. HULLO - C.P.A.P. N° 0103 G 80240 - I.S.S.N. 1148-8514
Association des Amis de Vienne : SIRET 414 716 969 00012
Imprimerie de la Tour - 38200 Seyssuel - Décembre 2007

SOMMAIRE DE L'ANNÉE 2007

N° 102, 2007, 1

Rétrospective des activités en 2007

ANDRÉ HULLO : In memoriam, Charles JAILLET

FRANCK DORY : In memoriam, Gilbert ROCHE

FRANÇOIS RENAUD : Chronologie viennoise 2006

ANDRÉ HULLO : Bibliographie 2006

PIERRE GIRAUDO : Bibliographie de l'œuvre de Charles JAILLET

JEAN-YVES ESTRE : Joseph VACHER un sérial killer en Dauphiné

ROGER LAUXEROIS : Notes et documents : les maires de Vienne

BERNARD RÉMY : Numeria Titulla : une nouvelle viennoise de l'extérieur

Les prochains rendez-vous

Bulletin d'abonnement et d'adhésion

N° 102, 2007, 2

YVES ROLLAND : Navigation et batellerie sur le Rhône dans l'Antiquité

JEAN ARMANET : La Libération de Vienne le 1^{er} septembre 1944

ANDRÉ HULLO : La malheureuse inauguration de la Vierge de Pipet

Les prochains rendez-vous

Bulletin d'abonnement et d'adhésion

N° 102, 2007, 3

JEAN-CLAUDE FINAND : La garnison à Vienne dans la Grande Guerre : 1916-1917

Les prochains rendez-vous

Bulletin d'abonnement et d'adhésion

N° 102, 2007, 4

GÉRARD GOUILLY : La caserne de l'archevêque

PIERRE DOMEYNE : De la Vallouise à l'Isère :

François DOMEYNE, un pionnier de l'enseignement primaire

BERNARD RÉMY : la datation antique dans les inscriptions de la cité de Vienne

Les prochains rendez-vous

Bulletin d'abonnement et d'adhésion



*Publié avec le concours
du Conseil Général de l'Isère
des villes de Vienne, Villette-de-Vienne
et Sainte-Colombe*

